

**Guerre informationnelle :  
stratégie de délégitimation de l'UNRWA par Israël**



**Ramdane Lateb (MSIE 45 de l'EGE)**

## Table des matières

|  |                                    |
|--|------------------------------------|
| Introduction .....   |                                    |
| La relation entre l'UNRWA et Israël depuis son installation.....                     | <b>Erreur ! Signet non défini.</b> |
| Une coopération pragmatique initiale .....   | 3                                  |
| Tensions persistantes.....   | 3                                  |
| La vision israélienne des menaces informationnelles et sa réponse stratégique .....  | 3                                  |
| La stratégie informationnelle d'Israël contre l'UNRWA.....                           | 4                                  |
| Le narratif.....   | 5                                  |
| La Hasbara : une stratégie de communication structurée .....                         | 6                                  |
| Le lobbying israélien : un relais actif.....   | 7                                  |
| L'amplification émotionnelle : la stratégie de renforcement cognitif .....           | 8                                  |
| Production de rapports ciblés.....   | 10                                 |
| Attaques numériques et désinformation .....  | 11                                 |
| Manipulation et influence des médias .....   | 12                                 |
| Décrédibiliser les arguments de l'UNRWA et ses responsables .....                    | 13                                 |
| La réaction de l'UNRWA .....   | 14                                 |
| Réactivité et enquêtes indépendantes :.....  | 14                                 |
| Réponse aux accusations par des faits .....  | 15                                 |
| Rappel de la mission de l'UNRWA .....  | 15                                 |
| Présence médiatique : Philippe Lazzarini et António Guterres en première ligne.....  | 16                                 |
| Rappeler la responsabilité d'Israël .....  | 16                                 |
| Les réactions internationales.....   | 16                                 |
| L'épisode des aides suspendus à l'UNRWA : un indicateur des tensions géopolitiques . | 16                                 |
| La réaction au bannissement de l'UNRWA d'Israël et de Jérusalem.....                 | 17                                 |
| a) Le soutien sans équivoque des ONGs internationales .....                          | 17                                 |
| b) Une condamnation quasi unanime de la communauté internationale .....              | 17                                 |
| Les parties prenantes.....   | 18                                 |
| Conséquences.....  | 19                                 |
| Références .....   | 21                                 |
| Annexes: figures supplémentaires appuyant certains paragraphes.....                  | 23                                 |

La relation entre l'UNRWA et Israël est marquée par une ambivalence mêlant coopération et critiques. [Fondée en 1949](#) pour apporter une aide humanitaire aux réfugiés palestiniens, l'agence est devenue un acteur essentiel dans les territoires occupés, notamment à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

### **Une coopération pragmatique initiale**

Après la guerre des six jours en 1967, [Israël a permis à l'UNRWA de poursuivre ses activités dans les territoires occupés](#), reconnaissant son rôle dans la gestion des services humanitaires et sociaux. Cela a permis à Israël de déléguer des obligations imposées par le droit international, tout en évitant de prendre directement en charge les réfugiés palestiniens.

### **Tensions persistantes**

Israël [critique régulièrement l'UNRWA](#), l'accusant de perpétuer le [statut de réfugié des Palestiniens](#) et de favoriser indirectement les groupes politiques palestiniens. Cependant, l'agence reste tolérée en raison de son rôle dans la fourniture de services essentiels, tels que l'éducation, la santé et l'aide alimentaire. Naviguant dans un contexte politique complexe, l'UNRWA fait face, depuis plusieurs années, à des pressions multiples : [d'Israël](#) , [des donateurs](#), des [groupes de pression](#) pro-israéliens et des [groupes politiques locaux](#). Cette situation a parfois conduit à des accusations concernant l'utilisation de ses [installations et de ses véhicules à des fins non humanitaires](#), notamment dans la bande de Gaza, mais aussi [la présence de membre du Hamas au sein du staff de l'UNRWA](#)

Ce positionnement fragile reflète des perceptions divergentes : pour les Palestiniens, l'UNRWA agit comme une entité quasi étatique, tandis que pour Israël et certains alliés, [elle représente un obstacle](#) [9][10].

### **La vision israélienne des menaces informationnelles et sa réponse stratégique**

Israël a très tôt intégré la menace informationnelle dans son dispositif de défense, investissant massivement dans les médias sociaux et les plateformes numériques pour diffuser sa version des événements, contrer la propagande adverse et influencer l'opinion publique internationale [11].

Bien avant l'attaque du 07 Octobre 2023, le Lieutenant Général Gabi Einsekot et le Colonel Gabi Siboni, [des officiers à la retraite](#) avaient souligné, dans leur guide, la nécessité d'avoir une stratégie globale et nationale de défense, pour contrer les campagnes de désinformation et délégitimation de l'état d'Israël [12].

Selon le [Dr Omer Dostrj](#), dans un article publié sur [Army University Press](#) en Juin 2024, Israël considère, désormais, la guerre informationnelle comme une menace sérieuse et multiforme, particulièrement depuis le 07 Octobre 2023. Le pays estime faire face à des campagnes coordonnées de désinformation, de fausses nouvelles et d'opérations d'influence menées par plusieurs acteurs hostiles, notamment la Russie la Chine, l'Iran et, dans une moindre mesure, les Nations Unies qui selon Israël a un biais anti-israélien [13][14].

A ce titre, Israël déploie divers outils et canaux de communication [14].

- ✓ Médias numériques : Diffusion de vidéos et graphiques mettant en avant les efforts humanitaires de Tshal pour contrer les narratifs adverses.
- ✓ Campagnes publicitaires : Publicités en ligne ajustées en temps réel grâce à des outils d'analyse d'impact.

- ✓ Communication proactive : Briefings réguliers, points de presse et contenus déclassifiés illustrent les menaces posées par le Hamas.
- ✓ Renforcement des capacités : Expansion des équipes de communication internationale de Tsahal, avec des contenus diffusés en plusieurs langues.
- ✓ Engagement ciblé : Collaboration avec influenceurs et journalistes pour façonner un récit favorable à Israël, incluant des visites des sites touchés.
- ✓ Réseaux sociaux : Une équipe dédiée signale les contenus jugés terroristes ou antisémites pour suppression.
- ✓ Opérations psychologiques : L'unité "Influence" de Tsahal mène des campagnes discrètes pour orienter les perceptions médiatiques.

À la suite de l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023, Israël et les groupes pro-israéliens déploient cette campagne de guerre informationnelle pour influencer l'opinion publique internationale, justifier les actions militaires israéliennes et neutraliser les narratifs perçus comme hostiles.

### La stratégie informationnelle d'Israël contre l'UNRWA

Les

Figure 1 et Figure 2 illustrent l'encerclement déployée par Israël pour discréditer l'UNRWA. Certains aspects seront développés dans les prochains paragraphes.

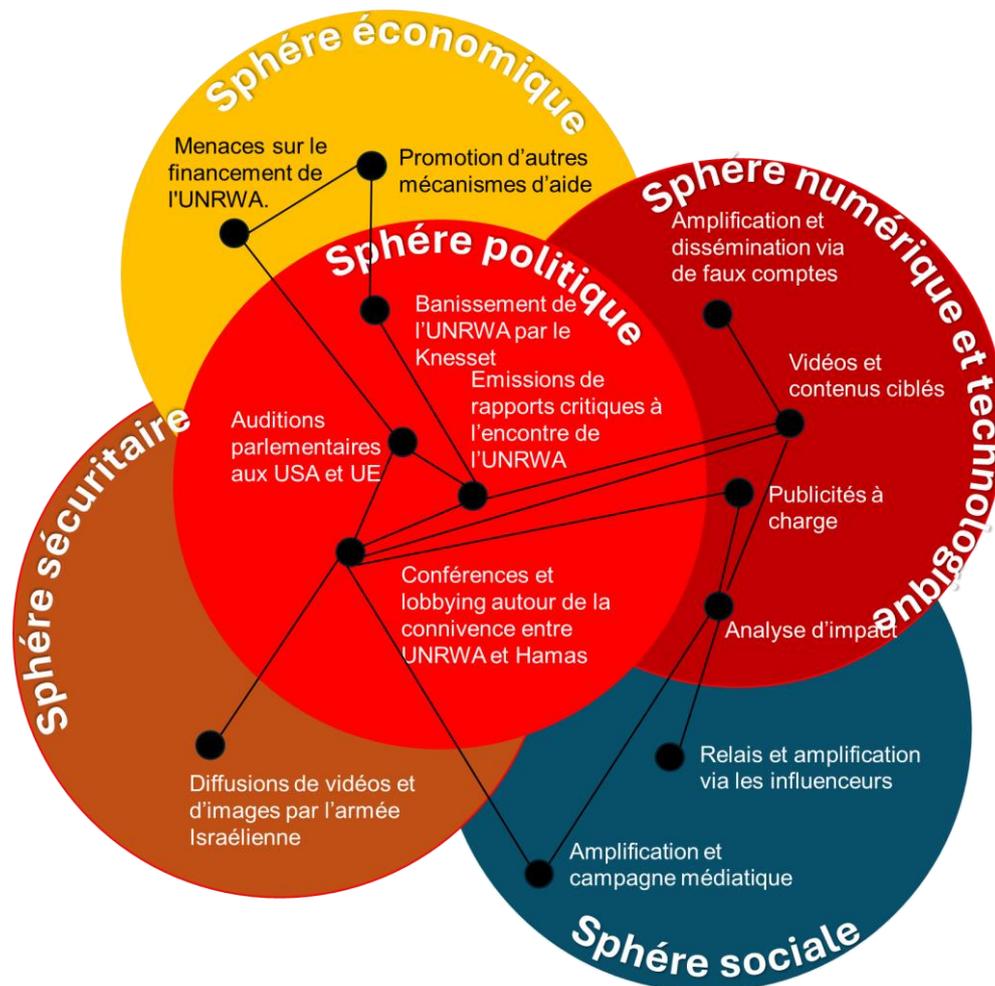


Figure 1 Stratégie informationnelle d'Israël contre l'UNRWA, fondée sur une segmentation par environnement/sphère d'influence.

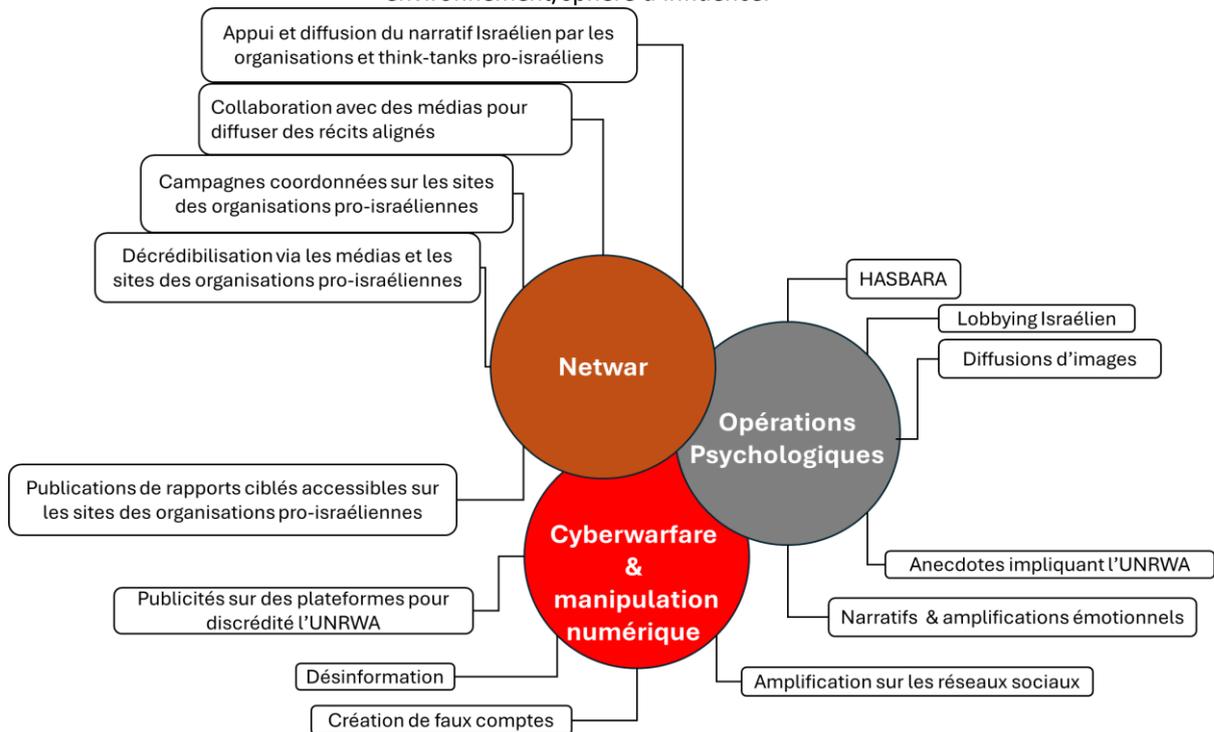


Figure 2 Tactiques principales utilisées par Israël pour discréditer l'UNRWA.

## Le narratif

Dans le cadre de la guerre d'information, Israël a développé un narratif visant à délégitimer l'UNRWA et à justifier ses propres actions auprès de l'opinion publique et des décideurs internationaux. Ce narratif repose sur des messages-clés conçus pour répondre à des objectifs sécuritaires, politiques et cognitifs. Ces messages mettent l'accent sur la sécurité nationale et associent l'UNRWA à des activités ou des acteurs perçus comme hostiles à Israël. L'un des piliers centraux du narratif israélien est l'affirmation que l'UNRWA entretient des liens directs ou indirects avec des groupes terroristes, notamment le Hamas, et qui par conséquent, menace l'existence de Israël et justifie les restrictions à l'égard des personnels de l'UNRWA et le droit à l'autodéfense en bombardant les infrastructures de l'UNRWA. Cette accusation s'appuie sur plusieurs points :

- ✓ **Présence de membres du Hamas dans l'UNRWA** : Israël affirme que certains employés ou fonctionnaires de l'UNRWA ont des affiliations connues avec le Hamas ou d'autres organisations classées comme terroristes par Israël et ses alliés. Ces accusations s'appuient parfois sur des rapports ou des enquêtes internes et des enregistrements retrouvés par Israël [15][16].
- ✓ **Tolérance supposée de l'UNRWA** : Selon Israël, l'UNRWA ferme les yeux sur ces activités ou manque de mécanismes de contrôle efficaces, ce qui en fait, volontairement ou non, un complice passif des opérations du Hamas. Selon Israël, l'UNRWA tolère et couvre les vols par le Hamas des aides humanitaires [17].
- ✓ **Edition d'ouvrages scolaires controversés** : Israël accuse l'UNRWA de promouvoir, à travers ces supports éducatifs, des messages incitant à la résistance armée, à la haine des Juifs et à l'occultation de l'État d'Israël. Ces allégations s'appuient sur des rapports d'organisations comme le [Center for Near East Policy Research \(CNEPR\)](#),

de [UN Watch](#) et [Impact-SE](#) , qui analysent les contenus des manuels utilisés dans les écoles des camps de réfugiés [18][19][20].

- ✓ **Usage des installations de l'UNRWA à des fins militaires** : Israël accuse régulièrement le Hamas d'utiliser des écoles [16][19], des hôpitaux [21][22] ou des entrepôts administrés par l'UNRWA comme bases militaires, dépôts d'armes ou points de lancement de roquettes [23]. Ces affirmations sont souvent accompagnées de [preuves visuelles](#), comme des images satellites ou des vidéos de [frappes ciblées](#) montrant des explosions secondaires, ou de la présence [de tunnels](#) ou d'activités du Hamas prêt [d'écoles](#) et [d'hôpitaux](#) .

### La Hasbara : une stratégie de communication structurée

Israël déploie une stratégie de communication proactive, connue sous le nom de [Hasbara](#), visant à expliquer et défendre ses actions sur la scène internationale. En décembre 2024, le ministère des Affaires étrangères israélien a [obtenu un budget de 150 millions de dollars pour l'année 2025](#), spécifiquement destiné à promouvoir les intérêts pro-israéliens à l'étranger.

L'armée israélienne, par le biais de son compte Twitter décliné en sept langues, et de multiples autres canaux, génère une vaste quantité de contenus et de messages concernant son conflit avec le Hamas. Les porte-parole de l'armée (Figure 3) et les officiels israéliens occupent quotidiennement l'espace médiatique à travers des conférences de presse et des interventions, où l'usage d'images et de graphiques (Figure 4) est systématiquement intégré pour renforcer leurs discours.

Cette stratégie s'étend également à des organisations pro-israéliennes telles que [StandWithUs](#), [FDD](#), [AIPAC](#) ou [ELNET](#) qui influencent activement les décideurs et leaders d'opinion pour légitimer les actions israéliennes à Gaza. Ces groupes utilisent des arguments structurés et ciblés pour appuyer la narrative israélienne.



Figure 3 Portes parole de l'armée israélienne fortement présents dans les médias.



Figure 4 La communication par l'image pour illustrer et appuyer les propos.

### **Le lobbying israélien : un relais actif**

Le lobbying pro-israélien est un réseau mondial influent (voir l'annexe, Figure 5), actif dans plusieurs régions clés, dont les [États-Unis](#), [l'Union européenne](#), le [Royaume-Uni](#) et [l'Australie](#)[24][25][26].

Aux États-Unis, des organisations comme [l'American Israel Public Affairs Committee \(AIPAC\)](#), la [Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations](#), et la [Foundation for Defense of Democracies \(FDD\)](#) exercent une influence considérable sur les politiques étrangères américaines, relayant les positions israéliennes, notamment les accusations contre l'UNRWA.

Au Royaume-Uni, des structures comme le [Board of Deputies of British Jews](#) et le [Britain Israel Communications and Research Centre \(BICOM\)](#) amplifient les critiques israéliennes envers l'agence onusienne, tout en influençant les débats publics.

En Australie, des groupes tels que [l'Australia/Israel & Jewish Affairs Council \(AIJAC\)](#) et la [Zionist Federation of Australia \(ZFA\)](#) s'efforcent de maintenir une opinion publique favorable à Israël en dénonçant les "dysfonctionnements" de l'UNRWA.

En France, des organisations telles que le [CRIF](#) et [ELNET](#) interviennent régulièrement dans les milieux politiques pour défendre les intérêts israéliens et promouvoir leur narratif. L'association [France-Israël](#), a publié en février 2024, un [dossier](#) contre l'UNRWA reprenant les analyses des rapports édités par UN Watch et IMPACT-se. D'autres organisations à travers le monde participent également à ces efforts de communication, agissant de manière concertée pour renforcer les messages israéliens (Figure 5).



Figure 5 : Exemples d'organisations, de Think-tanks et de fondations pro-Israéliennes participants au narratif israélien et à la délégitimation de l'UNRWA.

### L'amplification émotionnelle : la stratégie de renforcement cognitif

La Figure 6 résume la stratégie d'amplification émotionnelle qui est déployée par Israël et ses relais.

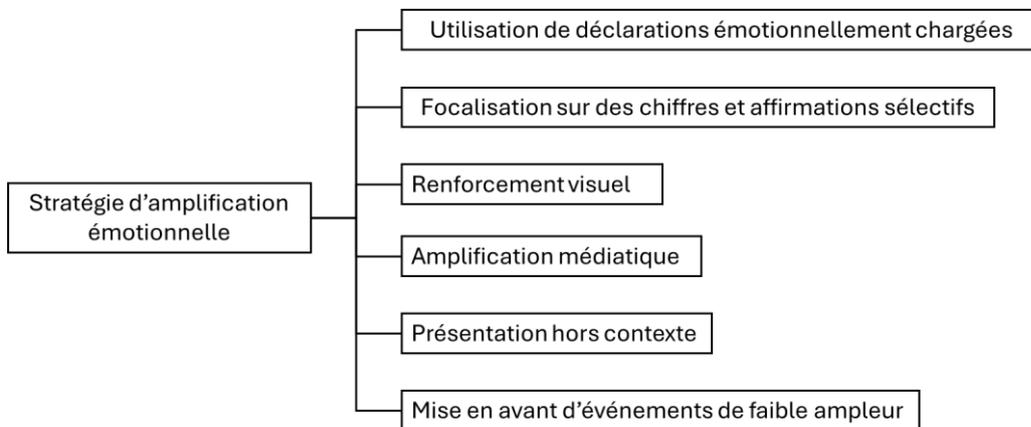


Figure 6 La stratégie d'amplification émotionnelle.

En janvier 2024, lors d'une [audition du Comité des affaires étrangères de la Chambre des représentants des États-Unis](#), l'introduction faite par le président de la commission, Mr. Mast, donnait le ton : « ... l'administration Biden a réalisé la folie de subventionner l'UNRWA... Permettez-moi d'être clair, nous examinons l'UNRWA car cette agence a directement ou indirectement supporté le Hamas et d'autres organisations terroristes. » [Richard Golderg](#) conseiller auprès de la Foundation for Defense of Democracies (FDD), a qualifié l'UNRWA de « spectacle d'horreur cofinancé par le contribuable américain », en s'appuyant sur des allégations de participation de 12 employés de l'agence aux attaques du 7

octobre 2023. Il a avancé des chiffres, estimant que « 10 % ou plus » des employés pourraient être affiliés à des groupes terroristes.

[Hillel Neuer](#), directeur exécutif de [U.N. Watch](#), a amplifié ces accusations en affirmant que « 1 200 employés de l'UNRWA sont affiliés au Hamas ou au Jihad islamique, et 6 000 autres ont des liens familiaux avec des membres de ces organisations. » [Marcus Sheff](#), PDG de l'ONG [Impact-se](#), a décrit l'agence comme « un tonneau institutionnel pourri ».

[Marcus Sheff](#) et [Hillel Neuer](#), ont également dénoncé la partialité des programmes scolaires de l'UNRWA et leurs [messages jugés antisémites](#). Marcus Sheff souligne qu'« on apprend aux étudiants comment couper le cou de leurs ennemis... ».

Depuis novembre 2023, Hillel Neuer a [plaidé activement](#) auprès des [principaux donateurs de l'UNRWA](#), notamment les États-Unis et l'Union européenne, pour une révision des financements. Il a mis l'accent [sur l'incapacité de l'agence à s'affranchir de l'influence du Hamas](#) et a proposé de redistribuer l'aide humanitaire par des structures alternatives mieux contrôlées.

Israël a renforcé ses accusations par la diffusion de vidéos illustrant des liens supposés entre l'UNRWA et le Hamas. Une vidéo (voir l'annexe, Figure 14), dont certaines [images ont été présentées par l'ambassadeur israélien à l'ONU](#), montrait un [employé de l'UNRWA impliqué dans les attaques du 7 octobre 2023](#). Une autre, relayée par l'armée israélienne (IDF), montrait des [membres présumés du Hamas près des entrepôts de l'UNRWA](#) (voir l'annexe, Figure 14 et Figure 15). Ces séquences ont été largement reprises par des médias internationaux, notamment i24News, CNN, The Guardian, BFM et The Jerusalem Post.

L'hypermédiation des manifestations de petite envergure en Israël contre l'UNRWA illustre une stratégie de mise en lumière disproportionnée. Par exemple, les rassemblements d'une cinquantaine de manifestants (voir l'annexe, Figure 16) devant le siège de l'UNRWA à Jérusalem en février et mars 2024 ont bénéficié d'une couverture étendue dans des médias tels que [i24News](#), [CNN-NEWS18](#), [The Guardian](#), [UPI](#), [DW](#), [The Jerusalem Post](#).

Fin janvier 2025, [un groupe de 30 eurodéputés](#) (sur 720) a adressé un courrier au secrétaire général de l'ONU réclamant la dissolution de l'UNRWA. Bien que représentant une minorité au sein du parlement européen, cette initiative a bénéficié d'une large couverture médiatique. L'information, initialement diffusée par l'AFP, a été amplifiée par l'ensemble des médias israéliens et pro-israéliens avant d'être reprise par certains médias français et internationaux.

Ce phénomène illustre une stratégie d'amplification, où une action politique marginale est mise en avant de manière disproportionnée.

L'association d'images combinant des armes, des membres du Hamas et le sigle de l'UNRWA, accompagnée de titres percutants, est une méthode fréquemment utilisée par des organisations ([MiddleEastForum](#), [HonestReporting](#), [FDD](#), [UN Watch](#)) ou des médias ([J-TV channel](#), [Iltv](#)), comme l'illustre la Figure 7. Cette stratégie vise à ancrer une association cognitive immédiate, renforcer un narratif de culpabilité et amplifier l'impact émotionnel.

UN Watch emploie d'autres tactiques en diffusant des photos [commentées](#) (voir l'annexe, Figure 17) et des rapports montrant des hauts membres occidentaux de l'UNRWA aux côtés de responsables politiques palestiniens [28]. Ces images, souvent présentées hors contexte, visent à suggérer une collusion entre l'UNRWA et des groupes politiques controversés et remettre en question la neutralité de l'agence onusienne.



Figure 7 : Exemples de montage d'images diffusées par [J-TV channel](#), [Iltv](#), [MiddleEastForum](#), [FDD](#), [HonestReporting](#), [UN Watch](#).

### Production de rapports ciblés

Plusieurs rapports détaillés ont été publiés, dénonçant les biais idéologiques présents dans les manuels scolaires et l'endoctrinement promu par certains enseignants affiliés au Hamas. Parmi les publications notables, citons les rapports (Figure 8) produits par UN Watch en 2023 [29][30] avec des titres et des codes de couleur subjectifs. L'évolution des titres et des pages de garde entre 2021 et 2025, montre une escalade, passant d'une critique indirecte à des accusations frontales d'association avec le terrorisme. L'usage du rouge (sang) et du noir, des mots-clés anxieux ("hate", "terror", "alliance") et des symboles visuels vise à susciter une réaction émotionnelle forte. Le rapport de 2025 ne parle plus d'éducation ou de discours de haine, mais positionne l'UNRWA comme un acteur directement lié au terrorisme.

IMPACT-se a intensifié les accusations en 2024 avec une évolution de leur page de garde entre 2021-2024 [19][20]. IMPACT-se est passé d'un positionnement académique en 2021 à un discours plus militant et accusateur en 2023-2024 (Figure 8). Le passage d'une page de garde neutre (blanche) en 2021 au bleu foncé (associé à l'UNRWA) à partir de 2023, couplé aux mots-clés "Terror", "Hamas", et "Principals", suggère une approche sécuritaire du dossier UNRWA.

Le [rapport de Ministry of Diaspora Affairs](#) diffusé en avril 2024, dresse un portrait très négatif de l'UNRWA, la dépeignant comme une organisation inefficace, complice du terrorisme et propagatrice de haine. Il appelle à sa fermeture à Gaza, la considérant comme faisant partie du problème plutôt que de la solution. Le choix des couleurs sombres et du tunnel en arrière-plan, sur la page de garde, évoque une dimension symbolique, liée à des accusations de liens avec le Hamas (tunnels souvent associés à Gaza), mais aussi des allusions aux mystères et aux zones d'ombres qui entourent les activités de l'UNRWA.

Le Centre National pour l'Étude des Programmes et des Réformes ([CNEPR](#)) [18], continue à produire des rapports et [vidéos](#) soulignant, selon ses conclusions, l'impact indirect ou direct des pratiques de l'UNRWA sur les événements du 7 octobre 2023 [32].

En mai 2024, [Israel Policy Forum](#) publie un rapport plus nuancé. Contrairement aux approches fortement critiques, ce document propose une évaluation analytique et prescriptive de l'état actuel de l'UNRWA. Il présente des recommandations pour améliorer ses opérations tout en examinant les enjeux politiques et financiers [33]. Ce type d'approche contraste avec les campagnes d'UN Watch et d'IMPACT-se, mais reste aligné sur l'objectif de redéfinir le rôle de l'agence.

Ces rapports sont pour la plupart, notamment ceux de UN Watch, relayés par [des médias](#), des [organes de presses](#) en ligne et [d'autres organisations](#).



Figure 8 : Pages de garde et codes de couleur des rapports édités entre 2018 et 2025 [18] [19][20] [29][30][31].

### Attaques numériques et désinformation

Une enquête menée par l'ONG israélienne [FakeReporter](#), spécialisée dans la lutte contre la désinformation, a révélé l'existence d'une campagne sophistiquée utilisant plus de [500 faux comptes sur les réseaux sociaux](#) sur X et Instagram et Facebook visant principalement à amplifier des contenus critiques à l'égard de l'agence onusienne paru dans les médias traditionnels (Figure 9). Cette enquête divulguée par [Haaretz](#) en Mars 2024 a été reprise par certains médias et plateformes ([révolution permanente.fr](#), [Misbar](#), [FranceInfo](#), [Aljazeera](#), [The NY Times](#),). D'autres enquêtes montrent comment des publicités financées par Israël apparaissent sur des moteurs de recherche comme Google, redirigeant les utilisateurs vers des sites mettant en cause l'intégrité de l'UNRWA ([Wired](#)).

Un cas récent de désinformation (Figure 10) est celui d'un [passeport expiré d'un employé de l'UNRWA, retrouvé près du corps du chef du Hamas tué](#), a été présenté à tort comme appartenant à l'un de ses gardes du corps. L'information, rapidement sur les réseaux sociaux, a été démentie par le propriétaire du passeport, vivant en Égypte, et confirmée comme fausse par l'UNRWA.



l'UNRWA et des listes présumées des membres du Hamas, récupérées dans des ordinateurs saisis à Gaza. Bien que les allégations n'aient pas été vérifiées de manière indépendante et jugé « [de faible confiance](#) » par l'[U.S's National Intelligence Council](#), elles ont été relayées largement par d'autres médias internationaux, amplifiant leur impact.

Des accusations de collusion entre journalistes et le Hamas sont également fréquentes. [Des responsables israéliens ont accusé les photographes travaillant pour des médias étrangers \(Agence Press, Reuters, CNN\)](#) d'avoir eu connaissance de la date du massacre, pour ensuite se rétracter.

Les grands médias occidentaux sont fréquemment accusés d'être influencés par des lobbys pro-israéliens, et d'orienter leur couverture éditoriale vers un biais systématique en faveur d'Israël, notamment dans le contexte du conflit israélo-palestinien.

[Intercept, un média d'investigation](#) a révélé en Janvier 2024, que des journaux comme le New York Times, le Washington Post et le Los Angeles Times [auraient faussé leurs couvertures aux évènements de Gaza en faveur d'Israël dans les semaines](#) suivants les événements du 07 octobre.

Les différentes influences ne sont pas sans conséquence au sein des médias eux même.

[En mars 2024, des tensions internes au New York Times](#) ont éclaté après la publication d'un article accusant le Hamas de violences sexuelles lors des attaques du 7 octobre, soulevant des doutes parmi les journalistes sur la solidité des preuves et révélant des fractures culturelles et professionnelles au sein de la rédaction.

Des conflits internes et débats éditoriaux au sein des médias français [a été aussi révélé par Mediapart en novembre 2023](#).

Le [Comité pour l'exactitude dans les reportages sur le Moyen-Orient en Amérique](#) (CAMERA), une organisation dédiée à la promotion d'une couverture jugée favorable à Israël joue un rôle dans cette dynamique d'influence des médias. [CAMERA utilise une combinaison de pressions directes](#), telles que des campagnes de courrier électronique massives, des publicités dans les grands journaux, et des [rapports critiques](#) sur les journalistes et agences perçus comme biaisés ou critiques envers Israël (voir l'annexe, Figure 18). Ces actions visent à dissuader les journalistes d'offrir une perspective équilibrée ou critique du conflit, en qualifiant souvent ces points de vue d'antisémites, une accusation qui peut être dévastatrice pour une carrière journalistique.

En France, l'accusation est plutôt orientée sur le [double standard adopté par les médias sur le traitement du conflit Israélien et celui Ukrainien](#) allant parfois jusqu' [à véhiculer de fausses informations](#). Cette dynamique est exacerbée par la concentration de [la propriété médiatique en France](#). Des figures telle que [Patrick Drahi](#), propriétaire de BFM TV et d'I24, qui aurait par exemple financé l'armée israélienne à hauteur de 7,7 millions d'euros en 2021, [soulevant des questions sur l'indépendance et l'impartialité de la couverture médiatique de ses chaînes](#).

### **Décrédibiliser les arguments de l'UNRWA et ses responsables**

En décembre 2024, UN Watch a intensifié sa campagne de délégitimation contre l'UNRWA en publiant un article intitulé « [Déconstruire les faits de l'UNRWA](#) » (voir l'annexe, Figure 19) qui vise à contester point par point [les réponses de l'agence aux accusations qui lui sont adressées](#). Cet article s'inscrit dans une stratégie plus large consistant à miner la crédibilité de l'UNRWA en associant ses responsables à des groupes politiques controversés.

L'UN Watch dans son dernier rapport de décembre 2024 [28] a publié des photographies de Philippe Lazzarini, commissaire général de l'UNRWA, lors de rencontres avec des membres

d'organisations islamiques palestiniennes. Ces images, suggèrent une complaisance ou une passivité vis-à-vis d'entités qualifiées de terroristes par Israël et certains de ses alliés. Déjà en Février 2024, Le ministre de l'Énergie, Israël [Kat jugeait le départ immédiat de Philippe Lazzarini "impératif"](#).

### La réaction de l'UNRWA

L'UNRWA et l'ONU adoptent des approches de communication stratégique qui, bien que moins agressives que les tactiques israéliennes, peuvent être assimilées à des formes de guerre informationnelle. Ces approches visent à défendre leur légitimité, mobiliser le soutien international et contrer les critiques israéliennes. La Figure 11 illustre la stratégie de réponse de L'UNRWA.

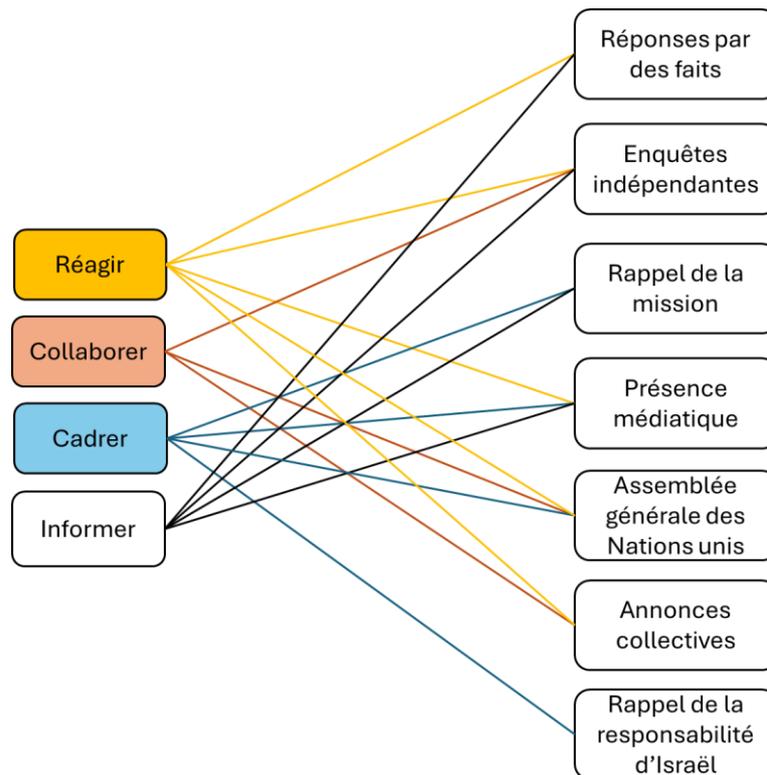


Figure 11 : Stratégie de réponse de L'UNRWA.

### Réactivité et enquêtes indépendantes :

En janvier 2024 l'UNRWA avait annoncé qu'elle commandait un examen indépendant complet de l'agence. [En août 2024, les Nations Unies ont annoncé le licenciement de neuf membres du personnel de l'UNRWA](#), en raison de leur implication présumée dans les attaques du 7 octobre 2023, menées par le Hamas contre Israël. Cette décision fait suite à une enquête approfondie conduite par l'Office des services de contrôle interne (OIOS) des Nations Unies, chargée de vérifier les accusations portées par Israël contre certains employés de l'agence.

L'OIOS, l'organe d'enquête le plus élevé au sein du système onusien, a examiné des allégations impliquant 19 membres du personnel de l'UNRWA. L'enquête, menée en collaboration avec les autorités israéliennes et d'autres parties concernées, a inclus l'analyse de données technologiques, des communications internes de l'agence, et des informations provenant de diverses sources, publiques et confidentielles.

Cependant, un obstacle majeur a entravé l'enquête : l'impossibilité d'authentifier indépendamment la majorité des informations fournies par Israël, celles-ci étant restées sous contrôle israélien. Cette limite a laissé certains cas dans une zone grise, où les preuves étaient insuffisantes pour confirmer ou infirmer les allégations.

### **Rapports parallèles et renforcement de la neutralité**

En parallèle de l'enquête de l'OIOS, un panel indépendant, dirigé par l'ancienne ministre française des Affaires étrangères Catherine Colonna, a évalué les mécanismes de l'UNRWA pour garantir sa neutralité. [Ce rapport, publié en avril 2024](#), a confirmé que les règles de l'agence sont parmi les plus rigoureuses du système onusien, bien que des améliorations soient nécessaires pour renforcer la transparence et la responsabilité dans des environnements aussi complexes que Gaza [34].

### **Réponse de l'UNRWA aux récentes critiques de certains rapports**

Le 18 mars 2023, [l'UNRWA a répondu à un rapport d'UN Watch et IMPACT-se](#) remettant en question son adhésion aux valeurs des Nations Unies et à la neutralité. La Commissaire générale adjointe, Mme Stenseth, a souligné les mesures préventives mises en place par l'UNRWA, telles que la formation du personnel et l'examen rigoureux des matériels éducatifs, malgré des contraintes financières. Critiquant la méthodologie du rapport, jugée exagérée et non vérifiée, elle a déploré l'absence de consultation avec l'UNRWA avant publication et a rappelé le contexte régional complexe dans lequel l'agence opère.

### **Réponse aux accusations par des faits**

L'UNRWA [a tenté de répertorier toutes les accusations portées contre elle et a apporté des réponses factuelles](#), formulées en 15 points. Par exemple, l'UNRWA conteste l'accusation que 10% de ses membres auraient des accointances avec le Hamas et que ni les autorités Israéliennes, ni d'autres organismes n'ont apportés des preuves de cette accusation.

Dans un autre exemple la vidéo diffusée par Israël, montrant des [membres du Hamas prêt des entrepôts de l'UNRWA](#) a été réfutée par [l'UN qui a rappelé que les entrepôts indiqués avaient été depuis longtemps abandonnés par les membres de l'UNRWA](#).

### **Rappel de la mission de l'UNRWA**

L'UNRWA sensibilise régulièrement sur ses actions et sa mission au Proche-Orient. Plusieurs médias, tels que [BBC](#), [Eljazeera](#), [SwissInfo](#), [RFI](#) et [La croix](#), ont relayé son rôle à travers des infographies informatives (Figure 20).

L'organisation a également [souligné la gravité de la situation à Gaza depuis le 7 octobre 2023](#), tout en rappelant qu'elle a perdu plus de 250 membres dans ce conflit tragique (Figure 21)

Plus d'un an après l'attaque du 7 octobre, [le Secrétaire général des Nations unies a réaffirmé qu'il n'existe aucune alternative à l'UNRWA](#) pour répondre aux besoins des populations concernées. À cette occasion, [l'ensemble des chefs des agences onusiennes et des hauts responsables des Nations unies](#), notamment l'UNDP, l'UNICEF, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, le PAM, l'OIM, l'OCHA et l'OMS, ont publié des déclarations communes en soutien à l'UNRWA.

En réponse au vote de la Knesset pour le bannissement de l'UNRWA des territoires occupés, le 11 décembre 2024, [l'Assemblée générale des Nations unies a réaffirmé son soutien à l'UNRWA en adoptant une résolution en faveur de son mandat et de ses efforts](#).

Et 15 organisations inter-agence des nations unies ont publié [une déclaration commune appelant Israël a cesser ses attaques contre les humanitaires à Gaza qui tentent d'apporter de l'aide](#)

### **Présence médiatique : Philippe Lazzarini et António Guterres en première ligne**

Face aux défis croissants, l'UNRWA a renforcé sa présence médiatique sous l'impulsion de son commissaire général, Philippe Lazzarini. Multipliant plusieurs interventions par mois depuis octobre 2023 au travers des conférences, des séminaires et des interviews, Lazzarini s'efforce de sensibiliser la communauté internationale à la crise humanitaire sans précédent qui frappe les réfugiés palestiniens. Il met en avant non seulement les besoins urgents sur le terrain, mais aussi les conséquences dramatiques des attaques politiques et financières visant l'agence.

En parallèle, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, apporte un soutien visible en dénonçant les violations des droits internationaux et en appelant à la solidarité internationale et juge [« nécessaire de rétablir la vérité »](#).

### **Rappeler la responsabilité d'Israël**

L'ONU a adopté une position de plus en plus critique envers les actions israéliennes à Gaza et dans les territoires palestiniens. Cette approche peut être interprétée comme une réponse indirecte aux campagnes visant à délégitimer ses agences, notamment l'UNRWA. Plusieurs hauts responsables onusiens ont exprimé de vives inquiétudes :

- Francesca Albanese, Rapporteuse spéciale de l'ONU sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens, a qualifié le blocus de Gaza et les bombardements intensifs de violations graves du droit international humanitaire, évoquant même "[le risque de génocide](#)".
- Muhannad Hadi, Coordinateur humanitaire des Nations Unies, a déclaré en novembre 2024 qu'il ne voyait pas de fin à "[l'horreur](#)" à Gaza.
- António Guterres, Secrétaire général de l'ONU, a souligné que les souffrances imposées à la population palestinienne de Gaza soulèvent des préoccupations graves en termes de proportionnalité et de respect des principes fondamentaux du droit humanitaire, qualifiant la situation de "[totalement inacceptable](#)".

Le langage employé envoie un signal fort à la communauté internationale sur la gravité des actes commis par Israël. Cette rhétorique, sans constituer une offensive explicite dans le cadre d'une "guerre informationnelle", peut être perçue comme un contrepoids aux efforts de délégitimation de l'UNRWA et une tentative de recentrer l'attention sur les responsabilités d'Israël en tant que puissance occupante.

### **Les réactions internationales**

#### **L'épisode des aides suspendus à l'UNRWA : un indicateur des tensions géopolitiques**

L'épisode des aides à l'UNRWA illustre parfaitement la réticence croissante des pays donateurs face aux pressions politiques. À la suite des accusations portées par Israël, insinuant l'implication de membres de l'UNRWA dans les attaques du 7 octobre, plusieurs donateurs majeurs, dont les États-Unis et le Royaume-Uni, ont rapidement suspendu leurs financements. Ils furent bientôt rejoints par l'Allemagne, la Suède, l'Australie, et d'autres nations. La France et l'Union européenne, plus prudentes, ont initialement hésité, invoquant

la nécessité d'obtenir davantage d'éléments pour évaluer la situation avant de prendre une décision.

Seuls quelques pays, comme la Turquie, l'Espagne, l'Arabie Saoudite, le Koweït, et la Norvège, ont choisi de maintenir leur soutien financier à l'agence. En avril 2024, la publication d'un rapport confirmant la neutralité de l'UNRWA a conduit à une reprise générale des aides, à l'exception notable des États-Unis, qui ont maintenu leur suspension jusqu'en mars 2025. Il semblerait toutefois que Washington [ait discrètement encouragé la Turquie à augmenter ses contributions en compensation](#).

En octobre 2024, le vote par la Knesset d'une loi interdisant les activités de l'UNRWA dans les territoires occupés et en Israël a marqué un tournant. Peu après, en décembre, la Suède a décidé de suspendre définitivement son aide, arguant qu'elle préférerait rediriger ses fonds vers des organisations jugées plus aptes à fournir une assistance directe aux Palestiniens. Cette décision illustre les dilemmes persistants auxquels sont confrontés les donateurs, pris entre la pression politique et les besoins humanitaires.

### **La réaction au bannissement de l'UNRWA d'Israël et de Jérusalem**

a) Le soutien sans équivoque des ONGs internationales

Face à la décision d'Israël de bannir l'UNRWA, plusieurs ONG ont réagi fermement. Médecins Sans Frontières a condamné cette loi, [avertissant qu'elle risquait d'aggraver une situation humanitaire déjà catastrophique](#). Amnesty International l'a qualifiée d'effroyable et inhumaine, [estimant qu'elle ne ferait qu'exacerber les souffrances des populations palestiniennes](#).

Dans une déclaration conjointe, 52 organisations, dont Human Rights Watch, ont appelé les dirigeants mondiaux [à intervenir de toute urgence pour protéger l'UNRWA](#). En Australie, une lettre ouverte signée par plus de 26 organisations locales a été adressée au parlement, demandant [un renouvellement du soutien à l'agence](#). En Nouvelle-Zélande, le conseil pour le développement international, accompagné de ses membres et d'autres organisations locales, a également adressé une lettre ouverte au gouvernement, [l'enjoignant d'agir contre la décision israélienne](#).

b) Une condamnation quasi unanime de la communauté internationale

La décision d'Israël de bannir l'UNRWA de ses territoires et de Jérusalem a suscité une vague de réactions internationales. La majorité des pays européens [ont fermement condamné cette mesure, exprimant leur profonde inquiétude quant à ses implications humanitaires et politiques](#) (Figure 12).

La Ligue arabe a rapidement [appelé à l'adoption d'une résolution onusienne pour contrer cette décision](#), tandis que des puissances telles que la Russie, la Chine accompagné du Qatar ont également dénoncé cette initiative, [la qualifiant de préjudiciable et contraire aux lois internationales](#). La Turquie a été particulièrement véhémente, affirmant que cette décision constituait [une violation flagrante du droit international](#).

Les États-Unis, tout en évitant une condamnation directe, [ont exhorté Israël à revoir sa position](#), soulignant les répercussions potentielles sur la stabilité régionale. L'Australie et le Japon ont rejoint le [concert des condamnations internationales](#), réaffirmant leur engagement en faveur des principes humanitaires et des institutions onusiennes.



Figure 12 : Résultats des votes sur la résolution réaffirmant le soutien à L'UNRWA, après la décision d'Israël de bannir l'UNRWA.

### Les parties prenantes

La Figure 13 met en lumière le positionnement des acteurs sur le mandat de l'UNRWA, en distinguant les parties favorables et défavorables sur les échiquiers sociologiques, politique et économique. La figure révèle des disparités notamment dans l'attitude des pays, marquées par des contradictions entre soutien politique et engagement financier.

Sur l'échiquier politique et économique, on s'aperçoit que certains pays adoptent une position hésitante : bien qu'ils ne se prononcent pas fermement sur le maintien du mandat de l'UNRWA, ils continuent néanmoins à assurer son financement. La Hollande, par exemple, illustre cette ambiguïté en maintenant ses contributions financières (après l'avoir suspendu en janvier 2024) sans pour autant afficher un soutien clair à l'agence onusienne (à l'assemblée générale des Nations Unies). À l'inverse, des pays comme la Suède témoignent d'un déchirement interne sur la question. Malgré un vote en faveur du renouvellement du mandat de l'UNRWA à l'assemblée générale des Nations Unies, elle a annoncé la cessation de son financement à partir de 2025.

Ces divergences mettent en évidence des tensions croissantes au sein de la communauté internationale sur le rôle et la pérennité de l'UNRWA. Elles révèlent aussi un paradoxe : alors que le mandat de l'agence continue de bénéficier d'un soutien institutionnel, son financement reste néanmoins fragilisé.

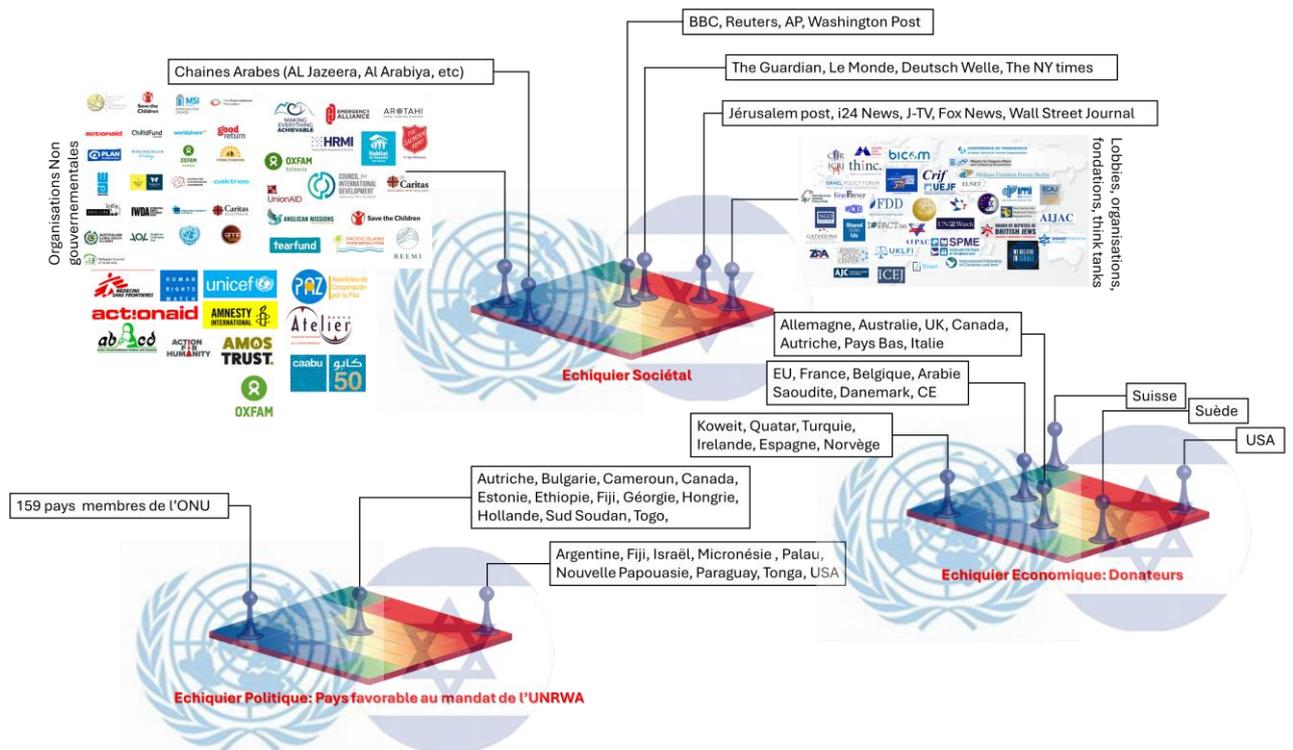


Figure 13 Positionnement favorable ou défavorable à l'UNRWA dans les différents échiquiers.

## Conséquences

L'impact des attaques israéliennes sur l'UNRWA et des opérations menées à Gaza sur la crédibilité d'Israël reste difficile à quantifier, tant il varie selon le prisme géopolitique adopté. Si ces actions ternissent son image auprès de nombreux états et ONG, elles ne remettent pas en cause le soutien indéfectible de ses alliés stratégiques, garants de son influence diplomatique et militaire. Cependant, cette polarisation croissante pourrait, à long terme, limiter la capacité d'Israël à étendre son soft power et à nouer des alliances au-delà de son cercle de partenaires traditionnels. L'érosion progressive de l'efficacité de sa propagande s'accroît avec la montée en puissance des réseaux sociaux et des médias alternatifs, qui offrent une contre-narration de plus en plus influente. Bien que l'influence israélienne demeure forte auprès des élites politiques américaines et européennes, elle peine à convaincre les nouvelles générations et les défenseurs des droits humains, dont la mobilisation grandissante contribue à redéfinir les perceptions du conflit.

La guerre sur Gaza et les attaques israéliennes contre l'UNRWA mettent à l'épreuve la cohésion politique de l'Europe et sa crédibilité internationale. Alors que certains pays hésitent à adopter des mesures fermes par crainte de compromettre leurs relations avec Israël ou les États-Unis, d'autres privilégient une approche plus critique. Cette division affaiblit la capacité de l'union européenne à s'imposer comme médiateur impartial et révèle ses fractures internes, notamment face aux pressions exercées par la société civile et les organisations humanitaires.

L'avenir de l'UNRWA semble de plus en plus incertain face aux pressions croissantes et aux décisions politiques qui fragilisent son fonctionnement. La stratégie d'Israël visant à affaiblir, voire à restructurer profondément l'agence, commence à produire ses effets. La décision de bannir l'UNRWA et d'interdire toute activité à Jérusalem, dans la bande de Gaza et des territoires sous le contrôle Israélien a entraîné des répercussions significatives : la Suède a annoncé [la cessation de son soutien financier à partir de 2025](#), et aux États-Unis, le président

Donald Trump a signé, le 4 février 2025, un décret mettant un terme définitif au financement américain de l'UNRWA, tout en lançant un audit des contributions du pays à l'UNESCO et au Conseil des droits de l'homme de l'ONU. La perte combinée de ces [deux principaux donateurs](#) menace directement la viabilité financière de l'agence.

D'autres contributeurs, comme la Suisse, [hésitent à poursuivre leur engagement](#), malgré des [débats internes](#) reflétant des tensions entre impératifs diplomatiques [et obligations humanitaires](#).

Malgré la réaffirmation par la communauté internationale, via une résolution adoptée à l'assemblée générale de l'ONU, de l'importance et l'indispensabilité de l'UNRWA, certains pays pourraient explorer d'autres canaux pour acheminer leur aide, considérant l'UNRWA comme de moins en moins apte à remplir sa mission. Cependant, cette fragmentation des soutiens menace de précipiter l'agence dans une crise financière et opérationnelle sans précédent, au moment où les besoins humanitaires des populations palestiniennes atteignent des sommets. La situation à Gaza est dramatique : les victimes se comptent [par plusieurs dizaines de milliers](#), les blessés, souvent impossibles à évacuer, s'accumulent, et les infrastructures de santé et d'éducation sont en ruines. La [famine s'installe](#) et [des maladies resurgissent](#).

Face aux attaques répétées contre l'UNRWA, Philippe Lazzarini, commissaire général de l'agence, a déclaré que l'objectif politique d'Israël est clair : [éliminer l'UNRWA pour faire disparaître la question du statut des réfugiés palestiniens, et avec elle, le droit au retour](#).

Les dernières déclarations du président Donald Trump que les [Palestiniens n'auraient pas le droit au retour dans le cadre de son plan pour Gaza](#) sous prétexte d'une meilleure vie ailleurs, semble donner raison au commissaire général de l'UNRWA.

En définitive, la survie de l'UNRWA dépendra de la mobilisation concertée de la communauté internationale, des donateurs encore engagés, et des organisations de la société civile. Sans une pression concertée pour contraindre Israël à revoir sa position, la disparition de l'UNRWA pourrait sceller le sort des réfugiés palestiniens et aggraver une crise humanitaire déjà critique. Le droit au retour et la reconnaissance des droits fondamentaux des Palestiniens, cantonnés dans des camps, risquent alors de disparaître du paysage politique, à l'image des peuples amérindiens des Etats-Unis, confinés dans [des réserves](#) souvent [dépourvues de leur souveraineté](#).

## Références

- [1] Relation entre Israël et l'UNRWA, WIKIPEDIA [[CrossRef](#)]
- [2] Attaques du 7 Octobre : neuf employés de l'UNRWA, « pourraient avoir été impliqués » selon l'ONU, France 24, 05 Aout 2024, 22 :06, [[CrossRef](#)]
- [3] which countries have cut funding to UNRWA and why, Aljazeera, 28 Jan 2024 Updated: 31 Jan 2024 ; 12:52 PM (GMT) [[CrossRef](#)]
- [4] [Matthew Mpoke Bigg](#), How UNRWA donor countries have responded to Israel's accusation, the NY Times, 28 Jan 2024, updated 30 Jan 2024 [[CrossRef](#)]
- [5] Sam Sokol, Jacob Magid, Knesset approves law barring UNRWA from Israel, limiting it in Gaza and West bank , the times of Israel, 29 Oct. 2024, 1:59 am , [[CrossRef](#)]
- [6] Lois israéliennes bloquant l'UNRWA : quel impact humanitaire pour les palestiniens?, ONU Info, 31 Oct. 2024 [[CrossRef](#)]
- [7] [Tol Staff](#), Israel hoping to push UNRWA out of Gaza post-war — report, the times of Israel, 29 Déc. 2023, 8:56 pm, [[CrossRef](#)]
- [8] La Suède réduit son aide financière à l'UNRWA après son interdiction par Israël, France 24, 20 Déc. 2024, 18 :25 [[CrossRef](#)]
- [9] S. Hanafi, L. Hilal, L. Takkenberg, UNRWA and Palestinian Refugees: From Relief and Works to Human Development, book, 2014 [[CrossRef](#)]
- [10] A. Irfan, Refuge and Resistance, Palestinians and the International Refugee System, book, 2023 [[CrossRef](#)]
- [11] Gideon Avidor, Russel W. Glenn, Information and Warfare. The Israeli case, The Us Army War College Quarterly: Parameter, Vol. 46, N°3, Parameters Automne 2016, [[CrossRef](#)]
- [12] Gadi Einsenkot, Gabi Siboni, Guidelines for Israel's National Security Strategy, Washington institute, Octobre 2019, [[CrossRef](#)]
- [13] Arik Segal, Russia's information warfare in the middle east, Friedrich Naumann Foundation, Février 2024, [[CrossRef](#)]
- [14] [Dr Omer Dostri](#) , Israel's Struggle with the Information Dimension and Influence Operations during the Gaza War, Revue Militaire en ligne,[Army University Press](#), Juin 2024, [[CrossRef](#)]
- [15] UNRWA, la violente campagne menée par Israël à l'encontre de l'agence doit cesser, Tribune de Philippe Lazzarini, Commissaire-Général de l'UNRWA, 30 Juin 2024 [[CrossRef](#)]
- [16] [O Becker](#) and [Adam Rasgon](#), Records Seized by Israel Show Hamas Presence in U.N. Schools, The New York Times, 8 Déc. 2024 [[CrossRef](#)]
- [17] Israël accuse l'UNRWA de couvrir le vol par le Hamas de l'aide humanitaire à Gaza, Allisrael news, 31 Déc. 2023, [[CrossRef](#)]
- [18] UNRWA schools in GAZA – Hotbed for Islamic Radicalism, cfnepr, updated report, 2018 [[CrossRef](#)]
- [19] Anatomy of an UNRWA school, Impact-SE, report, [[CrossRef](#)]
- [20] Review of UNRWA schools headed by HAMAS principals, Impact-SE, report, [[CrossRef](#)]
- [21] Alleged military use of al-Shifa hospital, Wikipedia, [[CrossRef](#)]
- [22] [Leonard S. Rubenstein](#) and [J. Stephen Morrison](#), Facts and Falsehoods: Israel's Attacks Against Gaza's Hospitals, ThinkGlobalHealth, 15 Mars 2024, [[CrossRef](#)]
- [23] [Wesam abo marg](#), Israel Accuses Hamas of Looting the UNRWA Warehouse, Agency Denies It,Misbar, 22 Oct. 2023, [[CrossRef](#)]
- [24] Elvira king, The Pro-Israel Lobby in Europe, edition I.B. Tauris , 2016 [[CrossRef](#)]
- [25] J. Mearsheimer, S. Walt, The Israel Lobby and U.S. Foreign Policy, edition Farrar, Straus and Giroux, 2007, [[CrossRef](#)]

- [26] Ilan Pappé, Lobbying for Zionism on Both Side of the Atlantic, publications Oneworld, 2024, [[CrossRef](#)]
- [27] [Daoud Kuttab](#), In Targeting UNRWA, Israel Aims to Destroy the Right of Return, The Cairo Review, essai, Printemps 2024, [[CrossRef](#)]
- [28] The Unholy Alliance: UNRWA, HAMAS, AND ISLAMIC JIHAD, UN Watch, Decembre 2024 [[CrossRef](#)]
- [29] UNRWA Hate Starts Here, report, UN Watch, Novembre 2023, [[CrossRef](#)]
- [30] UNRWA Education: Reform or Regression?, report, UN Watch & Impact-se , Mars 2023, [[CrossRef](#)]
- [31] UNRWA special report, Ministry for diaspora affairs and combating antisemitism, Avril 2024, [[CrossRef](#)]
- [32] UNRWA Reform Initiative, Scope of our Work: Films, Briefings, Special Reports, CNEPR [[CrossRef](#)]
- [33] Dr Shira Efron, Alex Lederman, Jess Manville, UNRWA at a Crossroads, charting a course to a meaningful reform, Israel Policy Reform, Mai 2024, [[CrossRef](#)]
- [34] Independent Review of Mechanisms and Procedures to Ensure Adherence by UNRWA to the Humanitarian Principle of Neutrality, Final Report for the united nations secretary-general, 20 avril 2024, [[CrossRef](#)]

**Annexes: figures supplémentaires appuyant certains paragraphes**



Figure 14 Captures d'écran de vidéos diffusées par Israël pour discréditer l'UNRWA (capture n°1, capture n°2).



Figure 15 Images diffusées par l'IDF illustrant la présence du Hamas à proximité des locaux de l'UNRWA (the Times of Israel, IDF).



Source Mahmoud Illean/AP photo (Février 2024) (source CNN-NEWS18 (Mars 2018)

Figure 16 : Choix des images montrant des protestants en face du siège de l'UNRWA à Jérusalem.

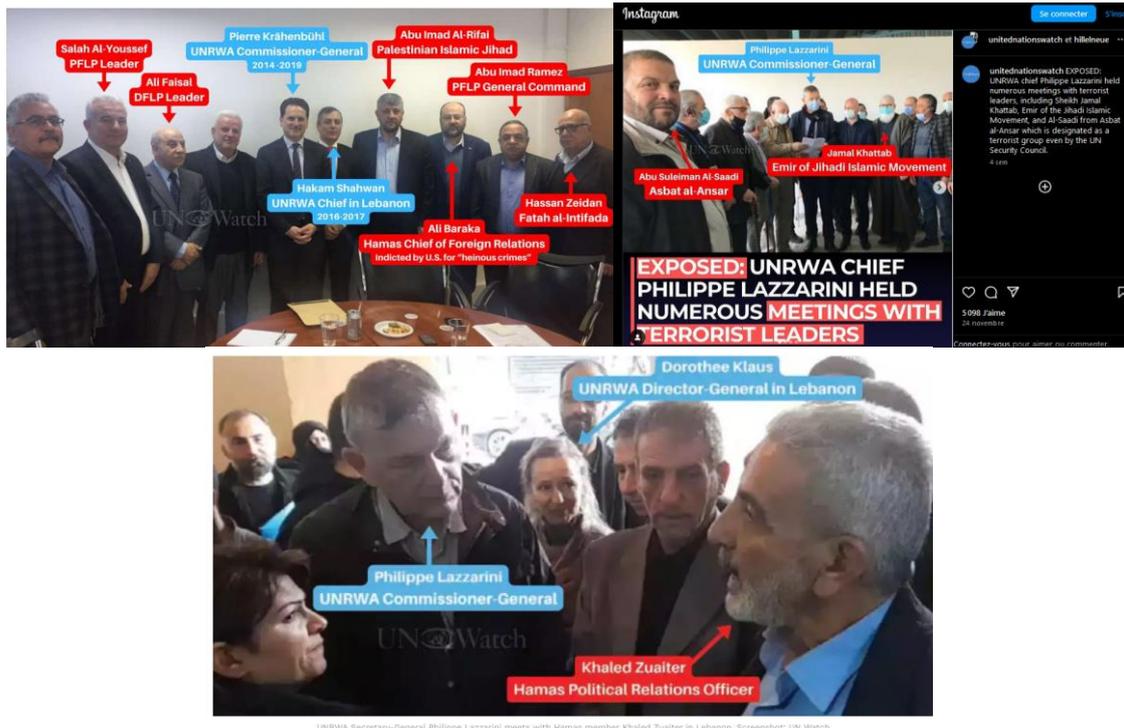


Figure 17 : Exemple d’images utilisées pour appuyer le narratif d’une proximité entre l’UNRWA et les partis politiques islamistes dans [des diffusions de l’UN Watch](#).



Figure 18 : Exemple de titre véhiculé par CAMERA sur leur site accusant certains médias d’être pro-Hamas (Source [CAMERA](#)).



**UPDATED: Deconstructing UNRWA “Facts”**

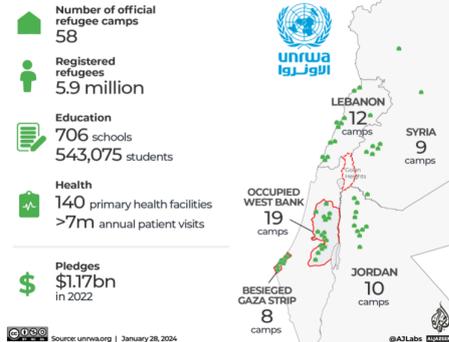
December 2, 2024 • Israel, United Nations • pinned, UNRWA

Figure 19 : Page de l’UN Watch avec la photo de commissaire général, Philippe Lazzarini et le titre « déconstruire les faits de l’UNRWA ».

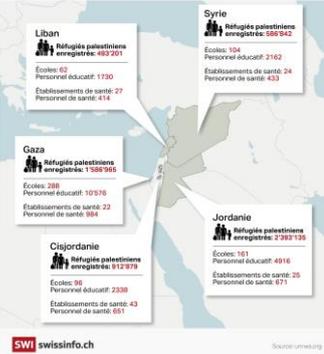
ISRAEL'S WAR ON GAZA

UNRWA at a glance

Founded in 1949, the United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East (UNRWA) is a specialised UN agency that provides Palestinian refugees with humanitarian aid, education, health and social services.



Opérations de l'UNRWA au Proche-Orient



Unwra provides aid and essential services to nearly six million Palestinian refugees

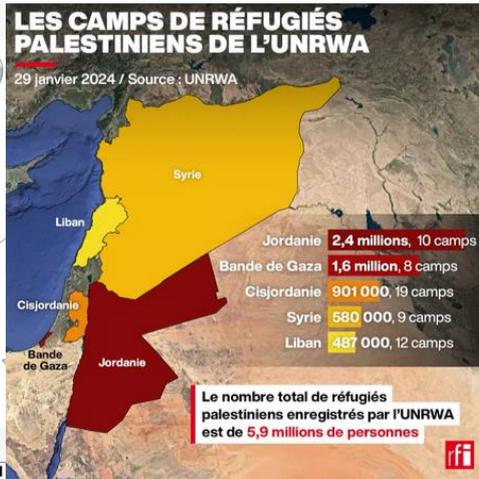
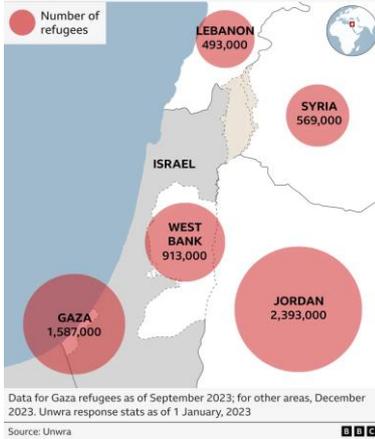


Figure 20 : Exemple d'infographies rappelant la mission de l'UNRWA et diffusé par certains médias (BBC, Aljazeera, SwissInfo, RFI).



UNRWA situation and response to the escalation in the Gaza Strip

1,900,000 Displaced people

Around 380,000 displaced people registered sheltering in over 100 UNRWA school buildings across the Gaza Strip

UNRWA fatalities and damage to installations

251 UNRWA team members killed

190 UNRWA installations damaged

UNRWA response – Food assistance

388,000 families have received flour at least twice since 21 Nov 2023. Over 1.46 million people have received UNRWA food parcels.

UNRWA response – Health

Update for 1 Dec 2024:

Only 7 (out of 27) UNRWA health centres operational  
16,648 medical consultations were provided in 3 UNRWA health centres, 4 temporary health centres and 55 medical points inside and outside shelters.  
94 mobile medical teams covered the medical points.

UNRWA response – Psychosocial Support

Since the onset of the conflict, 192,560 displaced people have received social work services, including psychological first aid and psychosocial support.

128,320 displaced people received awareness raising sessions and internal community social network support.  
7,752 persons with disabilities and injuries received assistive devices and rehabilitation services.

Figure 21 : Infographie diffusée par l'UNRWA sur la situation à Gaza depuis le 07 octobre.

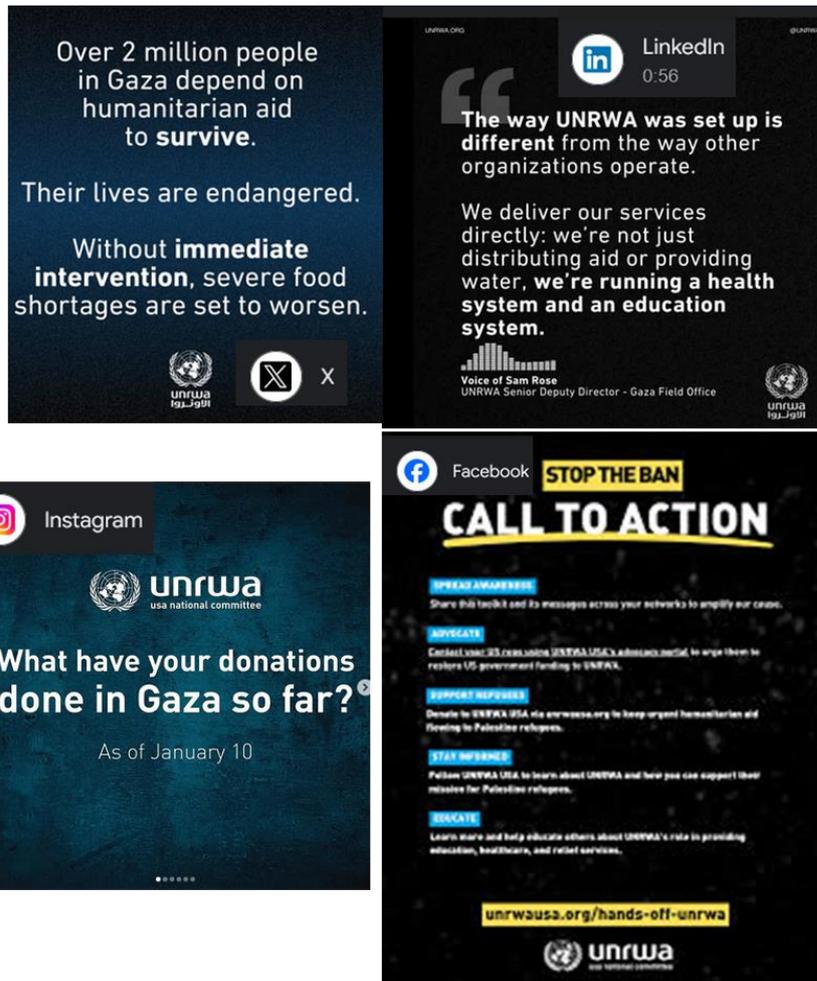


Figure 22 : Exemples de messages et codes de couleur employés par l'UNRWA sur ses comptes dans les réseaux sociaux ;